

LYS ROUGE

ISSN 0150 - 4428
14 MAI 1985
N°26 - 6 F 50

L'HEURE DES CHOIX

Giscard dans «L'Express», Léotard sur Antenne 2, Barre partout et toujours, tous cultivent des stratégies personnelles qui précipitent l'éclatement de l'U.D.F., dont les raisons d'être d'origine ont disparu aujourd'hui.

Parmi les partis d'opposition, le R.P.R. a d'insignes supériorités : avec Jacques Chirac, il a une tête, même si elle est parfois velléitaire; avec le gaullisme, il bénéficie d'une pensée fondatrice et d'un pôle rassembleur; avec l'appareil qui a traversé un quart de siècle de vie politique, il dispose d'une belle machine électorale. Rien de tel à l'U.D.F., pour son malheur. Si l'on veut comprendre les forces centrifuges qui travaillent aujourd'hui la nébuleuse giscardienne, il faut se reporter à sa naissance et à sa courte histoire.

L'U.D.F. est d'abord la «chose» d'un homme, Valéry Giscard d'Estaing, qui en fut, président de la République, le premier et principal artisan. Elle n'a pas de nature idéologique forte et spécifique. L'objectif que lui assigne le pouvoir sous le septennat précédant est strictement politique : rassembler à droite ceux qui refusent l'hégémonie intellectuelle et politique

(suite en page 5)

SI VOUS AVEZ AIMÉ «LYS HEBDO» DITES LE

IMPOSSIBLE

NICARAGUA

La décision américaine d'imposer un embargo commercial au Nicaragua a suscité une vive émotion dans l'ensemble du monde latin. Notre premier mouvement, animé par le désir légitime de condamner l'impérialisme, qu'il soit américain ou soviétique, nous conduirait à réprover cette mesure. Mais avant de réagir trop vite, il convient de s'interroger sur la nature réelle du régime de Managua.

Dans l'appel «Droit à la paix pour le Nicaragua», on lit cette phrase qui prétend nous dire la vérité politique sandiniste : «La volonté de sortir du sous-développement est allée de pair avec une tentative originale de démocratie (véritable qui concilie droits réels et libertés fondamentales)». L'honnêteté oblige à dire que cette affirmation relève de la propagande.

Que les sandinistes veuillent sortir leur pays du sous-développement, nous n'en doutons pas. Tous les gouvernements du Tiers Monde ont cette volonté. La seule question est de savoir lesquels sont les mieux inspirés. Et

il faut bien constater que la socialisation de l'économie, sous forme directe ou déguisée, n'a pas donné jusqu'à présent de résultats très probants. La Corée du Sud et l'Indonésie vont bientôt entrer dans le concert des grandes nations, la Corée du Nord et le Vietnam en sont toujours à une économie de survie. Et pour rester dans le cadre de l'Amérique centrale, il semble que le Costa-Rica s'en sorte mieux que Cuba. La voie sandiniste pour le développement du Nicaragua paraît être celle qui, partout ailleurs, a conduit à la stagnation ou à la régression.

(suite en page 2)

SOMMAIRE :

page 2 : Impossible Nicaragua,
page 3 : Précisions sur l'Afghanistan - page 4 : Journal d'un prisonnier - page 5 : proportionnelle, l'heure des choix - page 6 : l'UDF s'éclate - page 7 : Vos réactions - page 8 : La bataille de l'école.

(suite de la première page)

IMPOSSIBLE NICARAGUA

Quant à la démocratie originale et véritable, nous restons perplexes devant le calvaire des indiens Misquitos, déplacés et parqués, traités comme des sous-hommes (sans doute ne sont-ils pas dans le sens de l'histoire ?). Et l'on s'interroge sur cette «démocratie véritable qui concilie droits réels et libertés fondamentales» lorsqu'on apprend que chaque jour, et sous les bombardements de l'armée sandiniste, des centaines de paysans quittent les campagnes, rétifs à l'engagement forcé dans l'armée, ou dans des «travaux volontaires», tandis que des intellectuels de tous bords, étudiants, journalistes, ingénieurs, toute une élite sans laquelle aucun pays ne peut se développer, n'aspirent qu'à gagner un pays occidental, où l'on puisse lire, écrire, discuter plus librement et où, surtout, leurs talents puissent être reconnus.

Bien sûr il ne s'agit pas de faire l'éloge rétrospectif du régime de Somoza. Cette dictature était infâme. Sa chute fut un soulagement. Mais force est de constater que, contrairement aux affirmations réitérées de M. Ortéga, les opposants au régime de Managua ne sont pas dans leur majorité des nostalgiques de la tyrannie déchu. On compte dans leurs rangs de nombreux anciens sandinistes, la plupart semblent fortement attachés à la démocratie et dénoncent la transformation progressive du Nicaragua en un nouveau Cuba.

Cependant, on peut se demander si les Etats-Unis ne sont pas responsables de cette évolution négatives qui pousse Managua dans les bras de Moscou. L'embargo commercial ne va-t-il pas

accélérer cette tendance ? Il est toujours difficile de déterminer dans ce genre d'affaire ce qui est la cause et ce qui est l'effet. La crainte d'un nouveau Cuba est-elle en train de créer un nouveau Cuba ? La cubanisation du Nicaragua suscite-t-elle une inquiétude légitime des Etats-Unis ? On ne peut répondre avec certitude.

Dans l'optique américaine, il est certain que l'embargo commercial n'est qu'un pis-aller, une réponse au Congrès qui a refusé de voter les crédits nécessaires à l'aide au «contras», une manifestation claire de la volonté de l'administration Reagan de ne pas rester sans réaction devant l'évolution du régime de Managua. Les sandinistes peuvent-ils revenir en arrière ? Des mesures annoncées le 10 mai sur la réouverture d'un marché libre des devises, et la suspension pendant deux mois de l'appel des jeunes recrues dans le cadre du «service militaire patriotique» le font espérer. Dans le cas contraire, la détermination du président américain entraînera peut-être un revirement du Congrès. Une intervention directe des Etats-Unis est sans doute à exclure, elle serait très meurtrière, condamnée par l'opinion publique américaine, et catastrophique pour l'image internationale des Etats-Unis. Mais une aide massive apportée aux «contras» mettrait à genoux le régime de Managua.

Quel serait alors l'avenir du Nicaragua ? Sans doute deviendrait-il, hélas, une république Coca-Cola. Mais dans les circonstances actuelles de forte tension internationale, le Nicaragua a-t-il un

autre choix : république Coca-Cola ou nouveau Goulag ? Dans l'attente d'une conjoncture meilleure qui permettrait de concilier indépendance nationale et liberté individuelle, le peuple du Nicaragua se prononce jour après jour. Il vote avec ses pieds, quittant massivement, malgré les risques, le paradis sandiniste. Comme le dit la boutade, «je n'aime ni les Américains ni les Soviétiques, mais je préfère quand même avoir des dollars sur mon compte en banque plutôt qu'un char dans ma rue».

Patrick PIERRAN

COMMUNIQUÉS

➔ Joël BOUESSEE, secrétaire général de «Présence de Gabriel Marcel», vous prie de lui faire l'honneur d'assister à la réunion au cours de laquelle seront abordés les principaux aspects de l'œuvre de Gustave THIBON.

Participeront à cet échange, MM. Philippe Barthelet, Christian Chabanis, Daniel Courant, Aléxis Klimov, Benoît Lemaire, Hervé Pasqua, J.-Y. Perrot. Gustave Thibon évoquera ensuite les étapes de sa vie spirituelle, le lundi 10 juin 1985, à 17 h, à la Maison de l'Europe, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris.

Association Présence de Gabriel Marcel, 9, av. F.D. Roosevelt 75008 Paris.

PRÉCISIONS SUR L'AFGHANISTAN

Depuis la fameuse phrase de Jacques Abouchar - «Entre les communistes afghans et les ayatollahs, mieux vaut sans doute les premiers» -, il est devenu courant d'entendre reprocher à la Résistance afghane son «fanatisme» et son secret désir d'instaurer une «dictature obscurantiste islamique».

Cet argument relève de la malhonnêteté intellectuelle, car, en déplaçant sournoisement les termes du débat, il vise à justifier l'occupation par une puissance étrangère d'un pays souverain, membre des non-alignés. Il «oublie» l'invasion soviétique, et

évoque irrésistiblement l'argument utilisé par certains collaborateurs français pendant l'occupation : «Mieux vaut le régime de Vichy que les communistes staliniens». Peut-être ? Mais c'était «oublier» qu'au moins depuis 1942, le gouvernement de Vichy était le jouet de l'occupant nazi, et que la lutte n'était pas entre vichystes et communistes, mais entre nazis et Français souhaitant être maîtres de leur destin. L'erreur de Maurras fut d'ailleurs de ne pas comprendre cela. Alors mieux vaut peut-être les communistes afghans que les ayatollahs ? En fait, la question n'est pas là. Le gouvernement de Babrak Karmal a été installé par les troupes soviétiques, et son régime se maintient grâce à la présence de ces troupes. En Afghanistan, il n'y a pas de guerre civile opposant communistes et intégristes, il y a une armée d'occupation, secondée par une poignée de collabos, se heurtant à une Résistance nationale.

L'Afghanistan est un pays traditionnellement religieux, il est donc naturel que la Résistance y soit dans son immense majorité islamique. On ne reprochera pas aux Polonais de Solidarnosc leur catholicisme, on ne va pas reprocher aux Afghans d'être musulmans.

Le monde islamique connaît une résurgence du courant fondamentaliste, et il serait faux de dire que la Résistance afghane est épargnée. Il y a des intégristes afghans, mais ils ne font pas le tout de la Résistance, et on peut dire sans trop s'avancer qu'ils y jouent un rôle moindre que les

communistes staliniens dans la Résistance française.

Il ne faut pas se tromper de priorités. L'important est d'abord que l'Afghanistan soit libéré de la présence militaire soviétique. Ensuite, il appartiendra aux Afghans de décider comment ils entendent vivre l'Islam dans leur pays. Et nous ne croyons pas que l'on puisse voir un Khomeiny à Kaboul. D'ailleurs il n'y a pas de religieux parmi les dirigeants de la Résistance afghane, même chez les intégristes, et ce simple fait rend déjà impossible toute comparaison avec l'Iran. Si l'intégrisme devait l'emporter en Afghanistan, il serait d'influence pakistanaise. Le régime ressemblerait à celui du général Zia et non à celui de Khomeiny, c'est-à-dire un régime qui ne menacerait en rien les occidentaux.

Ainsi, et même si le pire devait l'emporter, nous n'avons aucune raison de ne pas soutenir la résistance afghane.

P.P.

➔ Les Etudiants Chrétiens Libanais vous invitent à manifester votre soutien aux chrétiens du LIBAN, le mardi 14 mai à 17 h 30, de Notre-Dame du Liban (17, rue d'Ulm 5ème, Métro Luxembourg) à Notre-Dame de Paris.

➔ L'Association pour la Russie Libre (BP 1195-16 - 75764 Paris Cedex) vous invite à son colloque sur LE GOULAG AUJOURD'HUI, le samedi 1er juin, salle de Neuilly, 167, av. Ch. de Gaulle, 92200 Neuilly, métros : Sablons ou Pont-de-Neuilly. Entrée libre.

➔ L'Association des Amis de la Maison de France organise le 20 mai prochain un cocktail en l'honneur de l'anniversaire du Prince Jean de France. Entrée réservée aux adhérents et invités.

Directeur de la publication
Yvan Aumont
imprimé par nos soins
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS
Numéro Commission
Paritaire : 62 187

JOURNAL D'UN PRISONNIER

Les récents troubles dans les prisons étaient prévisibles, tout le monde l'a dit. Ce n'est qu'avec beaucoup d'amertume que l'on peut traiter un tel dossier, en se rappelant toujours que ces hommes condamnés pour leur comportement antisocial ont été condamnés à la privation de liberté non pas à l'entassement inhumain. Malgré tout nous avons pensé que l'on pouvait dire un certain nombre de choses sérieuses sous une forme un peu légère. Voici donc le «Journal d'un prisonnier».

Lundi 6

Entendu la revue de presse à la radio. J'en étais sûr : quand la presse n'a vraiment plus rien à dire, elle vient faire un tour du côté des prisons. Ça revient périodiquement, mais je trouve que cette fois le cœur n'y est plus. On a plutôt l'impression d'assister à un chahut d'étudiants. Quelques types sont montés sur les toits; les CRS ont immédiatement investi les bâtiments. Si même en prison on n'est pas débarrassé des flics !

Mardi 7

Réussi à me procurer un exemplaire du «Figaro». Ils parlaient de la criminalité (quand ils ne parlent pas des nationalisations, ils parlent de la criminalité). Un journaliste écrit que la petite délinquance est en extraordinaire augmentation dans les «statistiques réelles». Quant au

chiffre noir, ajoute-t-il, il est désormais incalculable : les gens ne déposent même plus plainte. Je les comprends : quand on m'a volé ma voiture, je me suis rendu au commissariat; on m'y a reçu comme un chien dans un jeu de quilles. J'ai dû attendre deux heures avant qu'un fonctionnaire acariâtre veuille bien s'occuper de moi.

L'article évoquait aussi la grande délinquance : elle reste stable mais, à l'en croire, elle aurait changé de nature. On ne se rend plus aux agents, on les butte froidement» (ils parlent mal au «Figaro»). Là pas d'accord, avant mon dernier casse, j'avais ordonné à mes hommes de tirer dans les jambes.

Jeudi 9

L'agitation s'amplifie dans les maisons d'arrêts. Entendu à la radio une émission «spéciale taules» et enregistré les commentaires d'un criminologue. «Le domaine pénitentiaire connaît lui aussi la mort des idéologies. Malgré cela, la détention fait encore partie des questions tellement faussées qu'on ne sait plus l'aborder sans passion ou sans mauvaise conscience. Knobelpiess ne fait plus guère recette et l'heure semble venue d'écarter l'axiome de base selon lequel la prison ne fait que produire le crime. Elle est tout autant un exemple préventif qu'un instrument répressif. Ces deux aspects sont inséparables. Quant au dé-

bat des théories, il faudrait le replacer sur un terrain moral et juridique. Je vais peut-être rappeler un poncif : pour ce sale jeu qu'est la délinquance, il existe des règles. Il m'apparaît normal que celui qui les transgresse soit sévèrement sanctionné. Et pour ce qui concerne son temps d'incarcération, la société n'a pas à s'appitoyer sur son sort en lui réservant un régime de faveur. Il la refuse, elle doit le négliger.

Mais attention, il s'agit de respecter toutes les règles. C'est pourquoi je m'insurge aussi contre la multiplication outrancière des détentions préventives (environ 50% de la population carcérale en France contre 17% en Angleterre). C'est un procédé tant répété qu'il en devient inique.»

Il est bien cet homme là. Au moins avec lui, les choses sont nettes.

Vendredi 11

Empêché le lynchage d'un gardien. On aura tout vu. Avons discuté Q.H.S. : il est pour, moi aussi. C'est vrai quoi, on est tenu de fréquenter n'importe qui, des toxicos aux terroristes; je déteste cette promiscuité. J'ai appris qu'un type était tombé d'un toit à Fresnes; il était enfermé pour vol (ça lui a pas beaucoup servi).

Samedi 12

Parlé avec des taulards «activistes» qui militent pour une

Proportionnelle :

L'HEURE DES CHOIX

Les experts en sciences politiques n'ont pas fini de dissenter sur les effets prévisibles et imprévisibles, de l'adoption d'un mode de scrutin novateur pour les élections régionales et législatives. Aujourd'hui c'est la question de l'existence politique des petites formations qui est posée, essentiellement aigüe dans la mouvance de gauche. Se fondre dans le PS, œuvrer pour la constitution d'un «front républicain» réunissant les composantes de la majorité présidentielle de mai 81, ou bien tenter la création d'une «autre gauche» semblent être les trois voies offertes aux mouve-

ments de dimensions réduites. Mais, à terme, n'est-ce pas vers une inéluctable bipolarisation du paysage politique français que mène cette triple option ?

A lui seul, et ce tour de force mérite d'être souligné avec humour mais aussi avec une certaine tristesse, le Parti Socialiste Unifié permet l'étude des trois chemins (ou des trois impasses ?) ouverts par l'adoption du nouveau mode de scrutin proportionnel. Alors qu'Huguette Bouchardeau quitte le PSU (mais non le gouvernement !) et se fait l'apôtre du «Front républicain», le courant Salvator passe avec armes et bagages au PS et le secrétaire national du même PSU envisage, lui, la formation d'une «autre gauche». Si cette cacophonie peut être perçue comme un signe élogieux de démocratie interne, il n'en demeure pas moins vrai que le Parti Socialiste Unifié traverse désormais une profonde crise d'incertitude, si profonde qu'elle pourrait lui être fatale. Certes, on pourra objecter que chez nous, la pluralité des expressions politiques de gauche et de droite constitue une tradition fortement ancrée dans l'esprit du citoyen-électeur. Pourtant l'effet réducteur d'un scrutin à un tour est indéniable. Plus moyen d'exprimer ses sentiments profonds, il faut voter utile, contre la droite ou contre la gauche. Le ralliement des amis de Salvator n'est que l'aboutissement logique de cette constatation selon laquelle la défense d'un projet original est désormais impossible. Les «ralliés» du PSU n'ont certainement pas mis leur drapeau

dans leur poche, mais lorsqu'on connaît la portion congrue à laquelle Michel Rocard, autre célèbre dissident, à droit au sein du Parti Socialiste, on ne peut que douter franchement de leur chance de défendre et répandre leur opinion.

LA FIN DES PETITS PARTIS ?

Seconde hypothèse de travail : le rassemblement de la majorité présidentielle au sein d'un vaste «Front» mené à la bataille par le Premier ministre dans le respect de toutes ses composantes. Choix séduisant fait par Huguette et par Christian Goux (bien seul au PS); choix qui provoque la colère des apparatchiki du parti dominant, choix dangereux aussi. Ou il ne s'agit pour le PS que de se procurer une bouée de sauvetage que l'on jettera après la tourmente, auquel cas la stratégie du «Front» serait à rejeter. Ou bien il faut voir dans cette manœuvre une réelle volonté de traduire politiquement la diversité des tendances qui peuvent soutenir l'action du président. Si le respect des sensibilités était absolu, si chaque opinion était reconnue, ce serait alors à véritable bouleversement que nous assisterions, ainsi qu'à la fin du «leadership» exercé par le PS dans le soutien à l'action présidentielle. Le risque a bien été perçu par Jospin, Poperen ou Debarge. Portant atteinte aux intérêts de ceux qui ont «fait» le président, il y a dès lors peu de chances pour que cette hypo-

(suite page suivante) →

JOURNAL D'UN PRISONNIER

meilleure vie. Pour ce faire ils se coupent les veines, s'automutilent ou se suicident. Comprends pas bien. Cette sorte d'instinct autodestructeur fait plus de victimes à lui tout seul que la peine de mort à ses plus beaux jours.

Lundi 13

Bien réfléchi. Je trouve finalement ces revendications tout-à-fait justifiées. La société nous a lâchement condamnés parce qu'elle ne savait que faire de nous : à elle de s'excuser. On manque de place (43.000 détenus pour 37.000 places) alors que l'industrie de la construction est en chute libre. On manque de confort, de nourriture, d'argent et de visites. En bref : on manque de liberté.

Riton les grands arptions
a.b.s. Laurent GRANGERET

→
Proportionnelle :

L'HEURE DES CHOIX

thèse se réalise, sinon sous une forme pipée. Quant à la 3ème possibilité, l'autre gauche, le courant alternatif, c'est un peu la cour des Miracles. Comment réunir des écologistes scindés en 2 ou 3 mouvements, des trotskystes divisés en 3 partis et des pacifistes eux-mêmes distingués selon qu'ils sont proches ou non du PCF.

Entre le ralliement à un grand parti, le rassemblement à risques et le regroupement impossible, reste-t-il encore une place pour l'expression d'opinions nouvelles ou différentes ? La percée du Front National semble donner raison à ceux qui persistaient à militer dans un petit parti mais, en l'espèce, la réussite n'a pu être obtenue que grâce à des slogans simplistes et des mots d'ordres outranciers. Un débat serein et constructif ne pourrait donc plus être développé aujourd'hui hors les schémas traditionnels alors même qu'un tiers des Français affirment ne pas vouloir se situer dans l'affrontement gauche-droite ? L'influence d'une pensée ou d'un projet ne se mesure certes pas exclusivement au nombre de cartes distribuées. Cependant, l'existence d'une structure spécifique s'avère indispensable. A défaut, le projet est oublié ou récupéré et dénaturé. Les petites formations sont donc nécessaires à la richesse du débat politique, mais la question de leur participation reste posée.

Antony SPANO

L'U.D.F. S'ECLATE

du gaullisme, disputer l'électorat majoritaire au R.P.R. alors naissant, notamment en vue des législatives de 1978. L'U.D.F. n'est qu'un cartel électoral destiné à conforter le pouvoir giscardien en prenant des voix au parti chiracien. La droite non-gaulliste, bien qu'à la tête de l'Etat, souhaite exister, comme dans le camp adverse la gauche non-communiste. Que Jean Lecanuet en soit le président a valeur de symbole : il incarne l'opposition de droite au général de Gaulle. L'Union qui se réalise autour de la « Démocratie française » (c'est le titre de l'ouvrage de Giscard) est celle des liquidateurs du gaullisme et des gaullistes. La palette est riche de couleurs politiques, qualité dont on peut tirer avantage lorsqu'on est majoritaire, mais qui devient un élément de dislocation quand on se retrouve dans l'opposition.

L'U.D.F. abrite dans ses rangs des hommes d'extrême-droite qui ne répugneraient pas à une alliance avec le Front National et d'authentiques radicaux-socialistes qui ne refuseraient pas de faire un bout de chemin avec Laurent Fabius. Sur les grandes questions d'actualité, qui peut dire s'il existe un consensus minimum à l'U.D.F. ? On a vu pour ce qui concerne le problème de l'immigration, deux élus U.D.F. soutenir publiquement et avec fracas des thèses radicalement opposées. Alain Griotteray et Bernard Stasi continuent néanmoins de coexister sous un même sigle. Mais pour combien de temps ? Par quel lien suffisam-

ment puissant peut-on fédérer des traditions aussi différentes que le radicalisme du Parti radical valoisien, la démocratie-chrétienne du C.D.S., le libéralisme du Parti Républicain, la social-démocratie du P.S.D. (le Parti social démocrate, la quatrième composante, souvent ignorée, de l'U.D.F.) ?

Si encore Giscard daignait se pencher sur le sort de la malheureuse U.D.F. qui est sortie financièrement exsangue de la campagne de 1981 ! Non, l'ingrat adhère à une autre formation, « le parti de l'union ». Si Barre se donnait la peine de dépasser ses préventions à l'égard des organisations politiques ! Non, l'ancien Premier ministre, bien qu'il soit député apparenté UDF, refuse de s'appuyer sur une quelconque structure. Et ce n'est pas un Jean Lecanuet vieillissant qui peut donner à l'U.D.G. le leader charismatique dont elle souffre de l'absence.

L'U.D.F. n'est pourtant pas morte. Ou plutôt, le dépérissement qui la gagne, l'éclatement qui la menace redonnent vie à ses composantes. Le C.D.S. se prend de militantisme pour Raymond Barre, le Parti républicain voit surgir de son sein, en peu de temps, un jeune leader François Léotard qui dépasse Chirac dans des sondages et fait concurrence au modernisme de Fabius. Le R.P.R. n'a pas réussi une telle percée médiatique avec la nomination de Jacques Toubon au poste de secrétaire général. L'U.D.F. se meurt, mais les hommes qui l'ont faite ou qui en sont

L'U.D.F. S'ECLATE

issus gardent la forme, alors que l'après 10 mai 1981 aurait pu les balayer à jamais et laisser place nette au R.P.R. Giscard, président déchu, se refait une crédibilité. Dans «L'Express» (1), il annonce sans gêne son intention de refaire sa vie politique : «Je ne suis candidat à rien, mais si tout le monde doit en être et qu'il est utile d'en être, je le ferai.» François Léotard dit à peu près la même chose, avec plus de prudence. Pour lui, la «cohabitation» avec François Mitterrand implique un risque de «compromission» dont il faut se garder. Giscard n'oppose aucune réserve à l'idée de «cohabiter», appelant même en renfort de Gaulle pour illustrer son point de vue. Léotard était le lieutenant fidèle de Giscard, Giscard était le solide tuteur de Léotard. Entre les deux hommes, il y a mainte-

nant l'espace qui sépare deux stratégies personnelles, comme le même espace éloigne de plus en plus l'ancien président de la République de son premier ministre Raymond Barre. Sur la question essentielle de la «cohabitation», Giscard et Barre proposent des lectures opposées de la Constitution, puisque le second ne laisse pas d'alternative, en cas de victoire de l'opposition, qu'entre le départ obligé de Mitterrand et la crise de régime. Dans cette affaire, Chirac adopte quasiment une attitude «centriste».

Privée de cohésion, hors du cadre qui vit sa création, laminée par des stratégies personnelles, l'U.D.F. ne semble pas disposer d'autre avenir que l'éclatement. Le moment décisif, le coup de pouce définitif qui précipitera l'échéance, ce seront les élections

législatives et leur résultat : que l'on se place dans la perspective d'une victoire de l'opposition ou du Parti socialiste, l'U.D.F. ne pourra pas faire l'économie d'une crise. Dans la première hypothèse, en se divisant sur le soutien à accorder à un gouvernement de «cohabitation», dans le second cas de figure, en se partageant sur la participation à une nouvelle majorité social-démocrate.

Emmanuel MOUSSET

c'est ce que j'avais souhaité lors du sondage sur «Royaliste».

Une petite critique, le prix de 6,50 F est trop élevé. Je crois que 4,00 F serait parfait, 5,00 F serait acceptable. Merci de cette «folie». Une présence NAR hebdomadaire est indispensable.

Jean-Jacques BOISSEROLE

VOS RÉACTIONS

Bravo !

J'ai été tout à fait conquis par les premiers numéros du «Lys Rouge» hebdomadaire au point que, déjà, il me semble impossible de m'en passer.

D'abord, ce que j'ai toujours souhaité, des prises de position rapides sur l'actualité avec un commentaire à chaud !

Ensuite, un ton neuf avec de l'humour et un style enlevé. A tel point que «Royaliste» me paraît bien sérieux et parfois compassé.

Pour ce qui est de la forme, j'apprécie le format, les 3 colonnes et la typographie assez aérée. Le titre du journal éclaire et permet d'oublier que le reste est imprimé en une couleur. Le papier recyclé est de bonne qualité (...) Donc oui à l'hebdo, comme toujours. Mais la question qui se pose est celle de

«Royaliste». Doit-il rester un bimensuel, formule assez «originale» dans la presse française, ou bien devenir un mensuel plus riche d'aspect et de pages ? Il ne peut être hebdomadaire puisque cela coûterait trop cher à cause de la diffusion en kiosques.

Ma crainte est que le «Lys Rouge» fasse perdre de l'intérêt à «Royaliste» qui est à mis chemin entre cette formule expérimentale et une revue, place fort bien tenue par «Cité» (...)

Ce que j'attends de l'hebdo expérimental ? Un coup de fouet pour «Royaliste», une réflexion sur notre presse au prochain Conseil national...

(...) Je serais prêt à payer 100 F pour abonnement si bimensuel en alternance avec «Royaliste» et 200 F si hebdo. Mais

Bravo pour l'évolution du «Lys Rouge» qui m'apparaît comme particulièrement «rapide» dans ce que je souhaite :

- journal à tendance provisoirement hebdomadaire,
- hebdomadaire expérimental,
- prochain numéro : hebdomadaire,
- numéro suivant : fusion de «Royaliste» et du «Lys Rouge» et apparition d'un nouvel hebdomadaire de 20 pages... (Ne ons-pas !)

J'aime bien le ton des articles qui comportent de bonnes pinçées d'ironie, tout à fait vivifiantes (...) Il y a là des mélanges de votre regretté Arnaud Fabre et d'articles style «Libé»... C'est cette façon de traiter les sujets qu'il faut continuer et qui vous donnera, j'en suis sûr, d'excellents résultats. (...)

Bernard MALATERRE

LA BATAILLE DE L'ÉCOLE

Vendredi dernier, bon nombre d'entre nous avaient sans doute dédaigné «Apostrophes». Comment ? Pivot consacrait une émission à l'école et à l'université et notre ami Gérard Leclerc, dont l'ouvrage «La bataille de l'école» vient de sortir aux éditions Denoël, n'était pas invité ! Ces abstentionnistes ont eu tort, car le pape des Lettres françaises a bien voulu, au bout du compte, y consacrer quelques (courts) instants à la fin de l'émission, pendant la traditionnelle revue de l'édition, alors que Claude-Jean Philippe, déjà haletant, brûle à chaque instant de s'emparer du micro. Apparition furtive, mais apparition quand même, qui tient à la fois du mi-

racle et de la bonne aubaine, lorsque l'on sait le poids de la moindre seconde de présence télévisuelle.

Des journaux nationaux ou régionaux ont déjà rendu compte de la parution du livre et d'autres doivent prendre le relais. De son côté Gérard Leclerc a commencé, cette semaine, une série de réunions en province, en parlant devant une cinquantaine de personnes à Rennes le 7 mai, puis devant 150 personnes à Nantes le 9, avec dans les deux cas de nombreuses interviews aux radios locales. Au moment où j'écris on ne sait pas encore le résultat des réunions suivantes. De même on ne peut pas encore savoir l'importance des ventes en librairies, mais on peut d'ores et déjà être heureux du fait même de l'édition de «La bataille de l'école», chez un grand éditeur et donc de sa présence dans les vitrines dans toute la France. C'est un essai pour la N.A.R., essai qui doit être transformé grâce aux efforts de chacun pour sa publicité et sa diffusion.

En effet la NAR tient là une chance exceptionnelle de se faire connaître. Un mouvement comme le nôtre ne peut espérer, du moins dans un avenir proche, influencer sur le destin politique de notre pays, par des effets de masses, de grandes démonstrations de force. Au contraire, notre influence au niveau de ce que l'on appelle l'intelligentsia, peut s'accroître, et cela avec les armes qui sont les nôtres, celle de l'esprit et de la réflexion. Il n'est nul besoin pour répandre ses idées, d'être nombreux ou très riches, mais d'agir aux sources de l'opi-

nion. Dans un registre antithétique au nôtre, mais remarquable au point de vue purement stratégique, la percée récente des doctrines inégalitaires et xénophobes dans l'opinion, qui semblent à certains tombées du ciel, est entre autres le résultat d'un lent travail de la part de clubs et de revues que nous dénonçons il y a près de quinze ans, à l'époque où M. Le Pen élevait les vaches maigres...

Le livre de Gérard Leclerc constitue donc une étape dans ce qui doit être notre conquête de l'intelligence. A la veille de deux dates essentielles (1987 : le millénaire de la France et 1789 : le bicentenaire de la Révolution), G. Leclerc nous rappelle à la fois l'indéniable continuité de notre Histoire, en deçà et au-delà de 1789, et en même temps, tous les germes de totalitarisme que ces rêveries ont fait lever. Ce n'est pas ici le lieu de développer toutes les idées contenues dans «La bataille de l'école», mais on peut en relever une qui en est sans doute la quintessence : l'espérance d'une France réconciliée avec elle-même, unie de cette seule véritable unité qui est la reconnaissance et l'épanouissement des différences. On débouche, sans qu'elle soit bien sûr jamais posée, sur la question centrale, celle du lien qui fédère le tout social. Cette question qu'on doit amener sans cesse et sur laquelle viennent d'ailleurs buter toutes les réflexions politiques sérieuses aujourd'hui. A nous également de faire savoir que nous y apportons une réponse.

Philippe DELORME



Prix de vente franco de port :

100 F

à l'ordre de «Royaliste»
CCP 18 104 06 N Paris